

THÉMIS DROIT PUBLIC

SOUS LA DIRECTION DE M. DUVERGER ET D. TRUCHET

GEORGES VEDEL

*Doyen honoraire de la Faculté de Droit
et des Sciences économiques de Paris*


PIERRE DELVOLVÉ

*Professeur à l'Université Panthéon-Assas
Paris II*



Droit administratif

2

REPUBLICA DE COLOMBIA BIBLIOTECA ENRIQUE LOPEZ BURTRA PALACIO DE JUSTICIA	
Nº INVENTARIO: _____	NÚMERO CLASIFICACION _____
COMPRA _____ CANJE _____ DONACION _____	
FECHA: 05 ENE 2004	
PRECIO: _____	
PROCEDENCIA: CORTE CONSTITUCIONAL	
PAIS: _____	BIBLIOTECA 

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Sommaire

PLAN GÉNÉRAL DE L'OUVRAGE	5
---------------------------------	---

TROISIÈME PARTIE LE JUGE ADMINISTRATIF

CHAPITRE PREMIER. — Notions générales.....	19
1 / <i>Qu'est-ce qu'une juridiction administrative ?</i>	19
1. Les notions de juridiction et d'acte juridictionnel.....	19
2. Caractère administratif de la juridiction.....	26
3. Distinction des juridictions administratives et des autorités administratives.....	27
2 / <i>Distinction des recours administratifs et des recours contentieux</i>	28
1. Les recours administratifs.....	28
2. Les recours contentieux.....	30
3. Rapports entre les recours administratifs et les recours contentieux	31
4. L'ancienne théorie du ministre-juge.....	32
3 / <i>Les procédures de règlement des litiges hors du contentieux administratif de droit commun</i>	33
1. La médiation.....	34
2. Le règlement amiable et la conciliation.....	45
3. L'arbitrage	49
4 / <i>Les différentes branches du contentieux administratif</i>	51
1. Le contentieux de l'annulation.....	53
2. Le contentieux de la pleine juridiction (ou plein contentieux).....	53

3. Le contentieux de l'interprétation et de l'appréciation de légalité (ou de validité).....	56
4. Le contentieux de la répression.....	60
5 / <i>L'organisation générale du contentieux administratif</i>	61
1. Définitions préalables.....	62
2. L'organisation du contentieux administratif antérieure à la réforme du 30 septembre 1953.....	64
3. La réforme de 1953.....	65
4. La réforme de 1987.....	67
 CHAPITRE II. — <i>L'organisation des juridictions administratives</i>	 73
1 / <i>Le Conseil d'Etat</i>	74
1. L'évolution du Conseil d'Etat.....	74
2. Le personnel du Conseil d'Etat.....	76
3. Les formations du Conseil d'Etat.....	82
4. Les attributions du Conseil d'Etat.....	86
2 / <i>Les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel</i>	91
1. L'évolution.....	91
2. Le personnel des tribunaux administratifs et des cours administra- tives d'appel.....	93
3. Organisation et attributions des tribunaux administratifs.....	96
4. Organisation et attributions des cours administratives d'appel...	98
3 / <i>Les autres juridictions administratives</i>	99
1. Autres juridictions relevant du Conseil d'Etat par la voie de l'appel	100
2. Autres juridictions relevant du Conseil d'Etat par la voie du recours en cassation.....	100
 CHAPITRE III. — <i>La répartition des compétences entre les juridictions admi- nistratives</i>	 104
1 / <i>Règles générales sur la répartition des compétences entre les juridictions administratives</i>	104
1. Compétence matérielle et compétence territoriale.....	105
2. Caractère d'ordre public des règles de répartition des compétences	105
3. Procédures de règlement des questions de compétence.....	106
2 / <i>La compétence des tribunaux administratifs</i>	112
1. La compétence matérielle des tribunaux administratifs.....	112
2. La compétence territoriale des tribunaux administratifs.....	113

3 / <i>La compétence des cours administratives d'appel</i>	118
1. La compétence matérielle des cours administratives d'appel.....	118
2. La compétence territoriale des cours administratives d'appel....	125
4 / <i>La compétence du Conseil d'Etat</i>	127
1. Le Conseil d'Etat, juge de cassation.....	127
2. Le Conseil d'Etat, juge d'appel.....	128
3. Le Conseil d'Etat, juge de premier et dernier ressort.....	130
4. Le Conseil d'Etat, juge de renvoi.....	141
5 / <i>La compétence des autres juridictions administratives</i>	147
CHAPITRE IV. — La procédure devant les juridictions administratives	148
1 / <i>Règles de procédure communes aux juridictions administratives</i>	150
1. La saisine des juridictions administratives.....	150
2. Les procédures d'urgence.....	180
3. L'instruction	197
4. Le jugement.....	207
2 / <i>Les voies de recours</i>	212
1. Les voies de recours devant une juridiction autre que celle qui a rendu la décision.....	213
2. Les voies de recours devant la juridiction qui a rendu la décision..	234
CHAPITRE V. — Le recours pour excès de pouvoir	240
1 / <i>Généralités</i>	241
1. L'histoire du recours pour excès de pouvoir.....	241
2. Caractères généraux du recours pour excès de pouvoir.....	245
3. Les questions posées par l'étude du recours pour excès de pouvoir	249
2 / <i>Les conditions de recevabilité du recours pour excès de pouvoir</i>	250
1. Les conditions relatives à l'acte attaqué.....	251
2. Les conditions relatives au requérant.....	265
3. Les conditions relatives à la procédure.....	284
3 / <i>Les ouvertures du recours pour excès de pouvoir</i>	298
1. L'illégalité et les ouvertures du recours pour excès de pouvoir....	298
2. Le contrôle des éléments formels de l'acte (légalité externe).....	303
3. Le contrôle des éléments formels de l'acte (<i>suite</i>).....	308
4. Le contrôle des éléments matériels de l'acte (légalité interne)...	312

5. Le contrôle des éléments matériels de l'acte (<i>suite</i>).....	331
6. L'étendue du contrôle de la légalité par le juge de l'excès de pouvoir	344
7. Les interventions d'office du juge dans le contrôle de la légalité...	346
4 / <i>La décision rendue sur recours pour excès de pouvoir</i>	348
1. Les pouvoirs du juge en matière de recours pour excès de pouvoir	349
2. La décision de rejet.....	350
3. La décision d'annulation.....	351
CHAPITRE VI. — L'exécution des décisions de justice contre l'Administration	362
1. Observations générales.....	363
2. Les procédés non juridictionnels d'exécution des décisions de justice contre l'Administration	368
3. Les procédés juridictionnels d'exécution des décisions de justice contre l'Administration.....	376

QUATRIÈME PARTIE

LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES

CHAPITRE PREMIER. — Données juridiques, techniques et historiques de l'organisation administrative	389
1 / <i>Les données juridiques</i>	389
Sous-section 1 / La personnalité morale.....	389
1. La notion de personnalité morale.....	389
2. Les diverses personnes morales.....	391
3. Le régime juridique commun aux diverses personnes morales...	395
Sous-section 2 / La décentralisation.....	397
1. La notion de décentralisation.....	397
2. Le contrôle administratif (ou tutelle).....	400
3. La décentralisation territoriale et la Constitution.....	408
4. La superposition de l'Administration d'Etat et de l'Administration décentralisée.....	413
2 / <i>Les données techniques</i>	415
1. Centralisation et décentralisation au point de vue technique....	415
2. Organisation verticale et organisation horizontale.....	417
3. Le problème du niveau de la décision.....	419

3 / <i>Les données historiques</i>	419
1. Les traits traditionnels des structures administratives françaises..	420
2. Problèmes et réformes de 1958 à 1982.....	422
3. La réforme générale de l'Administration territoriale.....	430
CHAPITRE II. — L'Administration d'Etat	446
1 / <i>Les principes constitutionnels</i>	446
1. Les autorités administratives de l'Etat.....	446
2. Les conseils.....	450
2 / <i>L'organisation centrale de l'Administration d'Etat</i>	451
1. La Présidence de la République.....	452
2. Les services du Premier Ministre.....	453
3. Le Gouvernement.....	455
4. Les départements ministériels.....	456
5. Les autorités administratives indépendantes.....	459
3 / <i>L'Administration territoriale d'Etat</i>	469
1. L'organisation générale de l'Administration territoriale : l'ossature départementale	470
2. La région, circonscription de l'Administration d'Etat.....	482
3. Le comité interministériel de l'Administration territoriale.....	486
CHAPITRE III. — Les collectivités locales	487
1 / <i>La commune</i>	491
1. Rappel historique.....	492
2. La structure communale.....	492
3. Le Conseil municipal.....	498
4. Le maire et la municipalité.....	509
5. Le maire, agent de l'Etat.....	512
6. Les organes propres à certaines subdivisions communales.....	514
2 / <i>Le département</i>	518
1. Le Conseil général.....	519
2. Le président du Conseil général.....	526
3 / <i>La région</i>	529
1. La région en France continentale.....	530
2. La Corse.....	537
3. Les régions d'outre-mer.....	542

4 / <i>Paris et la région d'Ile-de-France</i>	545
1. Le régime de Paris antérieur à la réforme de 1975.....	545
2. Le statut de Paris défini par la loi du 21 décembre 1975.....	547
3. La région d'Ile-de-France.....	550
5 / <i>Les établissements publics territoriaux</i>	552
1. Les établissements publics intercommunaux.....	552
2. Les établissements publics interdépartementaux et interrégionaux.....	563
3. Les établissements publics créés entre collectivités de niveaux différents.....	564
6 / <i>Le contrôle de l'Etat sur les collectivités locales</i>	565
1. Le contrôle sur les organes.....	567
2. Le contrôle sur les actes.....	570
7 / <i>Le régime propre de certaines collectivités d'outre-mer</i>	589
1. Les territoires d'outre-mer.....	590
2. Les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon.....	594
CHAPITRE IV. — Les établissements publics	596
1 / <i>La notion classique d'établissement public</i>	597
1. Les origines.....	597
2. Les critères classiques de l'établissement public.....	599
3. Les deux types classiques d'établissement public.....	602
2 / <i>Les altérations de la notion d'établissement public</i>	604
1. L'altération des critères de l'établissement public.....	605
2. L'altération des types d'établissement public.....	607
3 / <i>Essai de bilan : les éléments des établissements publics</i>	610
1. Les éléments communs à tous les établissements publics.....	611
2. Les éléments de différenciation des établissements publics.....	616
CHAPITRE V. — Les entreprises publiques	624
1 / <i>Le développement des entreprises publiques</i>	625
2 / <i>La notion d'entreprise publique</i>	630
1. Les critères de l'entreprise publique.....	631
2. Les formes juridiques de l'entreprise publique.....	633
3. Les rapports entre la notion d'entreprise publique et d'autres notions.....	635

3 / <i>Le régime des entreprises publiques</i>	639
1. La création des entreprises publiques.....	639
2. L'organisation et le fonctionnement des entreprises publiques....	641
3. Les transferts d'entreprise du secteur public au secteur privé....	644
CHAPITRE VI. — <i>Les personnes privées et l'action administrative</i>	650
1 / <i>Les principes généraux de la matière</i>	652
1. Personnes publiques, personnes privées et services publics.....	652
2. L'intervention des personnes privées dans le service public.....	654
2 / <i>Les personnes privées investies d'une mission de service public</i>	655
1. Délimitation de la catégorie.....	655
2. L'exclusion des personnes privées des tâches de police administrative	656
3. Classification des cas de missions de service public assumées par des personnes privées.....	656
4. Régime juridique applicable à ces situations.....	659
5. Les ordres professionnels.....	663
3 / <i>La collaboration des organismes privés avec l'administration en dehors d'une mission de service public</i>	671

CINQUIÈME PARTIE

NOTIONS GÉNÉRALES SUR L'ACTION ADMINISTRATIVE

CHAPITRE PREMIER. — <i>La police administrative</i>	677
1 / <i>La notion de police administrative</i>	677
1. Précisions de vocabulaire.....	677
2. Définition	684
2 / <i>Les autorités de police</i>	684
1. Les autorités de police administrative générale.....	685
2. Les autorités de polices administratives spéciales.....	691
3. Le concours des polices.....	692
3 / <i>Les pouvoirs de police</i>	695
1. Les règles générales de la légalité et les mesures de police.....	695
2. Les aspects particuliers de la légalité des mesures de police.....	699

3. Les règles de nécessité, d'adaptation et de proportionnalité en matière de mesures de police restreignant l'exercice des libertés publiques	705
4 / <i>Les mesures de police</i>	712
1. La réglementation	712
2. Les mesures individuelles	715
3. L'application des règlements de police dans le temps	716
4. Le particularisme du droit de la police	718
5 / <i>Les personnels de police</i>	720
1. Distinction des autorités de police et des personnels de police	720
2. Les divers personnels de police	721
3. Officiers et agents de police judiciaire	722
CHAPITRE II. — Le service public	723
1 / <i>Notions générales</i>	723
1. Sens du terme service public	723
2. Création et suppression des services publics	727
3. Règles générales concernant le fonctionnement des services publics	737
4. La situation de l'usager	744
5. Les services publics industriels et commerciaux	745
2 / <i>Les modes de gestion des services publics</i>	755
3 / <i>La régie</i>	759
1. La régie simple	759
2. La régie intéressée	760
4 / <i>La gestion du service public par un gérant distinct de la collectivité responsable sous un régime légal et réglementaire</i>	762
1. La gestion par une personne publique	762
2. La gestion par une personne privée	763
5 / <i>La gestion du service public par un gérant distinct de la collectivité responsable sous un régime contractuel</i>	765
1. La concession de service public	766
2. Autres contrats confiant à un cocontractant la gestion d'un service public	788